Projet de règlement grand-ducal

modifiant

1. le règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire ;
2. le règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2000 concernant le travail de candidature ;
3. le règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 portant institution et organisation des commissions scolaires nationales pour les programmes de l'enseignement secondaire, ainsi que du cycle inférieur, du régime préparatoire et du régime technique de l'enseignement secondaire technique

et abrogeant

1. le règlement grand-ducal du 27 février 1989 concernant la composition et le fonctionnement du Conseil national de la formation morale et sociale ;
2. le règlement grand-ducal du 10 août 1991 concernant les lignes directrices du programme, la durée et l'organisation du cours de formation morale et sociale ainsi que la formation des enseignants chargés de cours ;
3. le règlement grand-ducal du 10 août 1991 concernant les lignes directrices du programme, la durée et l'organisation du cours d'instruction religieuse et morale ainsi que la formation des enseignants chargés de cours

Avis du Conseil d'État

(24 mai 2016)

Par dépêche du 22 avril 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi que des textes coordonnés des différents règlements grand-ducaux que le projet sous avis se propose de modifier.

Au moment de l'adoption du présent avis, l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, demandé par le Gouvernement, n'est pas encore parvenu au Conseil d'État.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis vise à modifier un certain nombre de règlements grand-ducaux et à en abroger d'autres. Ces adaptations techniques sont nécessaires suite à l'introduction du cours « Vie et société » dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et de la suppression des cours d'instruction religieuse et morale ainsi que de la formation morale et sociale dans ces ordres d'enseignement.

Il y a lieu de souligner que le règlement grand-ducal en projet ne pourra pas être adopté avant l'entrée en vigueur des projets de loi n^{os} 6957¹ et 6967². En effet, les modifications à opérer par les articles 1^{er} et 2 sous avis dépendent de l'entrée en vigueur de ces lois et des changements qu'ils introduisent dans la législation actuelle, à savoir, notamment, de l'introduction du cours « Vie et société » précité et de la modification de la nomenclature dans l'enseignement.

Examen des articles

Article 1^{er} (2 selon le Conseil d'État)

Cet article, qui remplace la référence aux cours d'instruction religieuse et morale ainsi que de formation morale et sociale à l'article 6, alinéa 2, du règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire, n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

Article 2 (1^{er} selon le Conseil d'État)

L'article 2 adapte l'article 9, alinéa 1^{er}, du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2000 concernant le travail de candidature à la nouvelle nomenclature de la Fonction publique. Outre son observation aux

¹ Projet de loi n° 6957 portant modification 1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, 2. de la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue, 3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance, 5. de loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues ; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise, 6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant 1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange ; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant 1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale; 2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire ; 3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ; 4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs ; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques ; c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

² Projet de loi n° 6967 portant introduction du cours commun « vie et société » dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant 1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI : de l'enseignement secondaire, 2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, 3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote et 4) la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire

considérations générales, l'article sous examen n'appelle pas d'observation additionnelle de la part du Conseil d'État.

Article 3

Sans observation.

Article 4

Si le Conseil d'État est suivi en son avis émis en ce jour relatif au projet de loi n° 6967 précité, les règlements grand-ducaux visés aux points 2 et 3 de l'article sous avis pourront, le cas échéant, être remplacés par un règlement grand-ducal fixant les lignes directrices du cours « Vie et société ».

Article 5

Pour ce qui est de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal sous avis, il est renvoyé aux considérations générales.

Article 6

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Préambule

En ce qui concerne le préambule du projet de règlement grand-ducal sous avis, il convient de citer au premier visa l'intitulé dont question de manière correcte. Celui-ci se lira comme suit :

« loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI : De l'enseignement secondaire) ».

Au quatrième visa il s'impose d'insérer la date de la loi dont il s'agit. Cette dernière devra être introduite au moment de la signature de l'acte par l'autorité compétente.

Au cas où l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne serait pas parvenu au Gouvernement avant de soumettre le règlement en projet à la signature du Grand-Duc, il y aurait lieu d'adapter le visa afférent.

Observation générale

D'un point de vue légistique, il est conseillé de faire suivre les modifications à plusieurs actes dans l'ordre chronologique de ceux-ci, en commençant par le plus ancien. Il y a dès lors lieu d'inverser les articles 1^{er} et 2.

Article 1^{er} (2 selon le Conseil d'État)

Si le Conseil d'État est suivi en son avis relatif au projet de loi n° 6967 précité, émis en date de ce jour, il conviendra d'écrire « Vie et société ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 24 mai 2016.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes